



Nur MASALHA

***Expulsion of the Palestinians.
The Concept of "Transfer"
in Zionist Political Thought. 1882-1948,***

Institute for Palestinian Studies, Beirut, 1992, ebook. Édition imprimée 263 p.

***[L'expulsion des Palestiniens.
Le concept de transfert dans la pensée politique sioniste.
1882-1948]***

L'auteur : Né en Galilée en 1957, Nur Masalha est un historien palestinien et britannique, professeur à l'Université du Surrey (UK). Rédacteur en chef de la revue *Holy Land Studies*. Chercheur associé au département d'histoire, École d'études sur l'Orient et l'Afrique, Université de Londres. Il est l'auteur de nombreux ouvrages consacrés à la Palestine et à Israël, dont aucun n'a été traduit en français (liste disponible sur la page Wikipedia de Nur Masalha)



Pourquoi ce livre ? Ce livre, qui étudie en détail le concept de « transfert » de la population palestinienne dans la pensée sioniste de la fin du XIXe siècle à la création de l'État d'Israël, a été choisi pour cette note de lecture parce qu'il n'a pas été traduit en français alors qu'il s'agit d'un travail très éclairant. Nous avons donc souhaité mettre son contenu à disposition de tous ceux et celles qui ne lisent pas l'anglais.

Pour l'écrire, Masalha s'est appuyé sur les écrits, publiés ou non, des dirigeants sionistes, et les archives israéliennes et britanniques. Bien que publié il y a plus de vingt ans, il conserve un grand intérêt à l'heure (2023-2025) où le gouvernement israélien pratique un génocide dans la bande de Gaza et des opérations d'expulsion sans précédent depuis 1948 en Cisjordanie. Il permet de mesurer très concrètement à quel point la politique menée actuellement n'a pas « commencé le 7 octobre 2023 » mais n'est que la continuation d'une longue obsession, celle de faire disparaître, par tous les moyens, la population palestinienne autochtone du territoire prétendument promis aux Juifs par la Bible.

Résumé. (Ceux et celles qui souhaitent en savoir plus trouveront une note plus longue ci-dessous). C'est dès les origines du sionisme politique que les sionistes, qui ne croyaient pas eux-mêmes à leur slogan « une terre sans peuple » pour parler de la Palestine, se sont inquiétés de savoir comment « faire de la place » pour les immigrants juifs dans un pays déjà très peuplé, en expulsant sa population arabe. Si l'opportunité d'une partition du territoire, au moins provisoire — car ils prévoyaient de l'occuper de toute façon par la suite — entre deux États, juif et palestinien, divisa initialement les sionistes entre eux, celle du transfert de la population palestinienne fit toujours l'unanimité dans leurs rangs. Partager l'espace et vivre avec les Palestiniens n'était pas une option. Les décennies 1930 et 1940 furent ainsi consacrées à l'élaboration de multiples « plans de transfert », avant que la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël n'enclenche une guerre civile puis israélo-arabe qui verra plus de 750 000 Palestiniens chassés de chez eux et dépossédés de tous leurs biens. Alors que les dirigeants sionistes ont toujours nié que l'exode des Palestiniens soit le résultat de leur action terroriste, et prétendu qu'il avait pour origine les ordres donnés par les armées arabes, ce livre montre, archives à l'appui, qu'il n'en est rien. Tout au contraire, cet exode, qui a constitué un nettoyage ethnique quasi complet, correspondit à la volonté exprimée par les sionistes depuis plusieurs décennies — si ce n'est publiquement, du moins entre eux, y compris par écrit — de « transférer » les Arabes de Palestine hors de leur État juif.

Nur Masalha a résumé les idées développées dans ce livre dans le documentaire multi-primé réalisé par Maryse Gargou, « La Terre parle arabe ». Ce film est disponible sur YouTube, et sous-titré en français.

En savoir plus ?

Les 300 pages du livre de Masalha résumées en 3 pages

Le « problème démographique arabe »

Dès les origines du sionisme politique, à la fin du XIXe siècle, les écrits de ses dirigeants (Herzl, Ben Gourion, Weizmann...) attestent qu'ils étaient parfaitement conscients de la présence d'une population palestinienne nombreuse sur le territoire qu'ils convoitaient. La question du « problème démographique arabe » était régulièrement discutée dans les congrès sionistes. Seules quelques rares voix y mettaient en garde contre les conséquences de la dépossession qui se préparait.

Alors même que la Déclaration Balfour (1917), dans laquelle le secrétaire d'État aux Affaires étrangères du Royaume-Uni se déclarait favorable à la création d'un « foyer juif » en Palestine, promettait qu'il ne serait pas porté atteinte aux droits des « communautés non-juives », les dirigeants sionistes affirmaient désormais plus ou moins discrètement qu'un maximum de Palestiniens devraient être « transférés » vers les pays arabes. Bien que les terres possédées par les Juifs n'aient encore représenté que 6% du territoire palestinien au début de 1948, les appels à accélérer l'immigration et à favoriser la vente des terres palestiniennes à des colons juifs suscitaient une résistance croissante des Palestiniens. Celle-ci culmina dans la grande révolte, essentiellement paysanne, des années 1936-1939. Cette révolte violemment réprimée montra que les paysans palestiniens étaient viscéralement attachés à la terre qu'ils cultivaient. Mais cette terre appartenait le plus souvent à des propriétaires absents, ce qui facilitait l'expropriation des paysans exploitants.

Le projet de déporter les Palestiniens (que les sionistes appelaient toujours « les Arabes ») dans les autres pays arabes reposait sur l'idée, qui perdura jusque dans les années 1930, qu'ils n'avaient pas d'identité particulière et qu'il n'existait rien qui ressemble à un nationalisme palestinien. Bien que la grande révolte palestinienne de 1936 ait mis fin à cette illusion, les sionistes ne discutaient du « problème arabe » qu'avec les Britanniques et les dirigeants jordaniens, syriens ou irakiens, jamais avec les Palestiniens eux-mêmes.

Plusieurs projets furent discutés, qui prévoyaient tous que les pays arabes accueillent les Palestiniens en échange d'un soutien financier. Pourtant, dès cette époque, le Mapai, parti travailliste de Ben Gourion, commença à théoriser le fait que le transfert des Palestiniens ne pourrait pas se faire par le biais d'un accord, mais exigerait l'emploi de la force, et qu'il fallait, dans cette optique, renforcer la Haganah (organisation militaire dépendant de l'Agence juive). Dès 1937 celle-ci disposa d'un plan d'occupation de la Palestine (plan Avner).

1930 : le plan Weizmann, premier « plan de transfert » sioniste

C'est en 1930 que les dirigeants sionistes proposèrent pour la première fois aux mandataires britanniques un plan secret de transfert des paysans palestiniens vers la Transjordanie (Jordanie actuelle) : le plan Weizmann. Les sionistes auraient accordé un prêt d'un million de livres palestiniennes (un impôt serait levé pour cela sur le Yichouv, communauté des Juifs de Palestine) pour ce transfert. Ce plan fut immédiatement rejeté par le gouvernement britannique de Ramsay MacDonald, qui anticipait une farouche résistance palestinienne.

Constatant que près de 30% de la population rurale palestinienne (30 000 familles) se trouvaient désormais sans terre, le Livre blanc rédigé par le Britannique Passfield, qui parut à cette date, préconisait la limitation de l'immigration juive pour alléger la pression sur la paysannerie palestinienne, proposition qui allait évidemment à l'encontre des projets sionistes.

Le discours des « révisionnistes » de Jabotinsky (aile la plus radicale du sionisme) ne différait guère de celui des travaillistes sur cette question du transfert. L'organisation militaire clandestine qu'ils avaient créée, l'Irgoun, se lança, à la fin des années 30, dans une campagne d'attentats terroristes visant à faire fuir les Palestiniens. Quant à ceux qui préconisaient au contraire une cohabitation avec ces derniers, ils n'avaient aucune influence.

Bien que le premier plan de transfert ait été refusé par le gouvernement britannique, les dirigeants du Yichouv continuaient d'affirmer qu'il n'y avait rien d'immoral à transférer les Palestiniens, et donnaient en exemple les transferts de populations grecque et turque survenus après le traité de Lausanne (1923). Mais ils pensaient que ce transfert ne pourrait être effectué concrètement qu'avec l'accord des Britanniques, et par eux, les sionistes n'en ayant alors pas les moyens.

Les persécutions à l'encontre des Juifs européens ne cessant de croître, et avec elles le nombre de ceux qui émigraient vers la Palestine, la perspective de création d'un État juif devenait de plus en plus crédible.

Les dirigeants sionistes s'enhardissaient donc de plus en plus. Lorsque fut créée la commission Peel (novembre 1936), chargée d'étudier les causes de « l'agitation arabe », ils défendirent de nouveau le transfert des Palestiniens vers la Transjordanie — transfert qui devrait aller de concert avec l'installation, en Transjordanie également, de colonies juives. Mais désormais, il se serait agi, selon eux, d'un « transfert volontaire » : les Palestiniens devraient partir *volontairement* vers la Jordanie. Il s'agissait d'une tentative de faire passer pour convenable ce qui ne serait qu'une déportation. Ben Gourion écrivit pourtant dans ses mémoires qu'il n'avait jamais cru que les Palestiniens partiraient d'eux-mêmes. Il comptait plus que jamais sur la force pour les expulser. Les sionistes s'opposaient aussi à la protection de la propriété palestinienne que demandaient pourtant les dirigeants britanniques du mandat, qui redoutaient que le nombre de paysans sans terre continue de croître.

1937 : le plan Peel, première proposition britannique de partition et de transfert

La principale préconisation du rapport de la commission Peel (juillet 1937), qui fut initialement approuvé par le gouvernement britannique, était la création de deux États. L'un arabe, comprenant la Transjordanie et la partie arabe de la Palestine, l'autre juif, composé d'environ un tiers de la Palestine (alors que les propriétés juives n'en représentaient alors que 5,6%) : les zones les plus fertiles, les zones côtières et toute la Galilée, pourtant entièrement possédée par des Palestiniens. Les Britanniques garderaient le port de Haïfa, Jérusalem, Bethléem, Nazareth, Tibériade et Acre, ainsi qu'un corridor de Jérusalem à Jaffa. Les Palestiniens devraient se contenter du reste, dont le désert du Negev. 225 000 Palestiniens devraient être déplacés d'un État à l'autre, contre seulement 1 250 Juifs. À l'exception curieuse de la Galilée, le déplacement serait *obligatoire*. L'union de l'État arabe à créer avec la Transjordanie était recommandée.

Ce plan ne fit évidemment qu'exacerber la révolte arabe déjà en cours. Bien que conforme à ce qu'avaient recommandé les sionistes, qui avaient pratiqué un lobbying intense bien que secret, ces derniers le contestèrent, officiellement au motif que la Déclaration Balfour aurait promis la création d'un Foyer juif sur *l'ensemble* la Palestine, y compris, donc, la Cisjordanie. Les dirigeants sionistes acceptèrent pourtant dans un premier temps le plan Peel (annonçant cependant aux Britanniques qu'ils occuperaient le reste de la Palestine d'ici quelques décennies) à la condition *sine qua non* que les Palestiniens soient effectivement transférés hors des zones juives.

Les débats furent animés au sein des diverses instances sionistes, mais les divergences ne portaient que sur l'opportunité de la partition, et sur la faisabilité, les modalités ou la destination du transfert (Cisjordanie, Transjordanie, Syrie, Soudan ou Irak ?). La nécessité de ce transfert et son caractère parfaitement éthique faisaient en revanche l'unanimité. Le 20^e congrès sioniste (1937) adopta finalement une résolution qui condamnait la partition tout en approuvant le transfert et mandatait les dirigeants pour poursuivre les négociations avec les Britanniques. Un « Comité pour le Transfert de population » fut donc créé en novembre 1937.

Transférer les Palestiniens, mais comment, où et à quel prix ?

Ce Comité pour le transfert allait produire plusieurs études successives entre 1938 et 1940 : plan Soskin¹, plan Weitz, plan Bonné (pour la dimension financière)... Les points discutés étaient le calendrier à adopter (sur combien d'années exécuter ce transfert ?), les catégories de Palestiniens à transférer en priorité (paysans, bédouins, citadins ?), le coût du transfert et les moyens de le financer (notamment l'achat de terres en pays arabes pour réinstaller les « transférés »), l'emploi ou pas de la force pour contraindre les Palestiniens qui résisteraient (mais quelle force ?), etc. L'ensemble des réflexions et études fut ensuite transmis à l'exécutif de l'Agence juive, qui poursuivit la réflexion.

Le gouvernement britannique, de son côté, montra rapidement des regrets d'avoir approuvé l'ensemble du plan Peel, et précisa qu'il n'approuvait pas le caractère *obligatoire* du transfert prévu. Il envoya sur place un groupe d'experts chargé de déterminer par où devrait exactement passer la frontière entre les deux États. Il chercha aussi à discuter avec les dirigeants sionistes du sort de la « minorité palestinienne substantielle » qui pourrait rester dans l'État juif et de la façon dont cet État pourrait s'accommoder de la présence d'une telle minorité, qui lui serait forcément hostile. La possibilité d'accorder la citoyenneté de l'État juif à des Palestiniens qui n'auraient pas été déplacés fut évoquée. Mais pour Ben Gourion ou Weitz, entre autres, il n'était pas question que subsiste une telle minorité, encore moins qu'on lui accorde la citoyenneté.

De retour en Angleterre, les experts envoyés en Palestine expliquèrent que le plan Peel était inapplicable en raison du grand nombre de Palestiniens résidant dans la zone qui devrait être attribuée aux Juifs et des chances très minimes qu'ils acceptent d'être transférés. Au moment de l'entrée en guerre contre les nazis,

¹ Le livre n'est pas clair sur le fait que le plan Soskin ait ou non été produit par le Comité pour le transfert.

les recommandations du plan Peel étaient donc, au moins temporairement, abandonnées par les Britanniques. Churchill se déclara pourtant favorable au transfert en 1941.

Les sionistes se concentrèrent alors officiellement sur des revendications plus immédiates : levée des quotas limitant l'immigration juive et des restrictions à l'achat de terres palestiniennes, tout en continuant leur lobbying en faveur du transfert. Ils pensaient que les déplacements de population qui auraient immanquablement lieu en Europe après la guerre faciliteraient l'acceptation du transfert des Palestiniens. Un nouveau Comité pour le transfert fut mis en place en 1942. La possibilité d'évacuer des Palestiniens dans la région d'Al-Jazirah (une steppe déserte à la frontière syro-irakienne) fut, entre autres, sérieusement étudiée. Des négociations qui ne débouchèrent pas furent aussi entreprises avec l'Arabie saoudite pour accueillir les futurs « déplacés » palestiniens.

En novembre 1945, un nouveau plan de transfert élaboré par Ben Horin, un sioniste révisionniste proche de Jabotinsky, obtint le soutien de l'ex-président américain Hoover et fut présenté à la Maison Blanche, sans suite immédiate. Ce plan voyait grand ! Il prévoyait non seulement le transfert des Palestiniens mais aussi celui de la population de Transjordanie, soit environ 1 200 000 personnes. Dans le même temps, les Juifs de Syrie, d'Irak et du Yémen seraient déplacés vers l'État juif.

Tous les plans élaborés pendant ces deux décennies n'eurent évidemment pas le même impact. Mais ils préparaient le nettoyage ethnique² qui allait avoir lieu en 1948-1949.

L'exode de 1948-1949

Si la résolution 191 de partage de la Palestine adoptée par la jeune ONU le 27 novembre 1948 avait été appliquée, 42 % de la population de l'État juif aurait été palestinienne, ce qui apparaissait insupportable aux dirigeants sionistes. La guerre civile qui suivit l'adoption de cette résolution vit les Palestiniens, peu organisés et désarmés, confrontés à une Haganah (et aux autres organisations paramilitaires terroristes juives de l'Irgoun, du Palmach et du groupe Stern) parfaitement préparée et dotée de plusieurs plans successifs d'expulsion des Palestiniens par la force — dont le final plan Dalet de mars 1948. Celui-ci prévoyait la prise de contrôle des endroits clés du pays, l'expulsion des Palestiniens ruraux, la destruction de leurs infrastructures et de leurs villages, l'isolement des villes peuplées de Palestiniens, l'extension de la zone juive au-delà des frontières proposées dans le plan de partage.

Le nettoyage ethnique et les atrocités qui se produisirent alors aux dépens des Palestiniens ne sont pas le sujet du livre résumé ici³. L'auteur cherche seulement à savoir si les opérations menées en 1948-1949 visaient uniquement à gagner la guerre et à imposer la création d'un État juif, ou également à chasser les Palestiniens de chez eux. Il montre, archives à l'appui, que tel fut effectivement le cas. Le rêve de « désarabiser » la Palestine et de lui donner une large majorité d'habitants juifs se réalisa donc finalement pendant cette période, quand plus de 750 000 hommes, femmes et enfants, soit plus de 80% de la population palestinienne durent prendre la route de l'exil pour échapper aux violences ou à la mort. Beaucoup d'entre eux moururent d'épuisement dans cette terrible marche forcée vers l'Est. Les sionistes mirent en place un « Comité pour les propriétés abandonnées », et les ordres furent donnés pour que les villages palestiniens soient rasés et des populations juives installées sur leurs ruines. Les dirigeants sionistes ne s'inquiétaient plus alors de savoir où allaient échouer les réfugiés.

Conclusion

L'exode des années 1948-1949 fut par la suite présenté par les Israéliens comme résultant d'ordres donnés par les armées arabes intervenues après la proclamation de l'État d'Israël et non comme la mise en œuvre d'une politique préparée de longue date. Pourtant, et ce livre le montre sans conteste possible, la notion de « transfert », euphémisme pour parler de ce qui allait être en réalité une déportation massive, apparut pratiquement en même temps que le sionisme politique et resta une constante de sa pensée. Dès les années 1930, les dirigeants du Yichouv travaillèrent discrètement mais activement à l'élaboration de plans de transfert de la population palestinienne dont aucun ne fut jamais mis en œuvre au pied de la lettre, mais dont l'objectif fut finalement réalisé en 1948-1949. Il le fut à bien moindres frais que prévu, puisqu'il ne fut plus question alors d'indemniser les Palestiniens ou de les réinstaller où que ce soit, et qu'Israël n'accepta jamais la résolution de l'ONU qui demandait que leur retour soit rendu possible.

² Le terme n'est pas employé par Masalha. Nous l'empruntons à l'historien Ilan Pappé qui lui a consacré un livre, traduit en français sous le titre *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, 2008 [édition en anglais 2007]. Nouvelle édition La Fabrique, 2014, 368 p.

³ Nous renvoyons, sur ce sujet, à l'ouvrage fondamental cité dans la note précédente. À la date où le livre résumé ici a été écrit, ce travail de Pappé n'avait pas encore été publié. Masalha se réfère donc seulement, sur ce sujet, à Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge UP, 1987, [La naissance du problème des réfugiés palestiniens] dont l'interprétation, indulgente vis-à-vis des sionistes, a été démentie par la suite par les travaux de Pappé.